

TROIS QUESTIONS À MICHEL HUSSON, ÉCONOMISTE*

Quelle est votre lecture du discours de Toulon ? Sarkozy signe-t-il le retour de l'intervention de l'Etat dans l'économie ?

Ce discours représente sans doute le stade suprême de la démagogie quand on le rapproche des politiques menées par Sarkozy depuis son élection. Il a cependant le mérite de reconnaître que la déréglementation a conduit à la catastrophe et certainement pas à un financement optimal de l'économie.

Cette volte-face est commune à bien des économistes officiels qui redécouvrent la nécessité d'une réglementation après s'être faits les champions du marché. Mais Sarkozy établit aussitôt une ligne de démarcation en distinguant le bon capitalisme de sa perversion financière, et en opposant la régulation du système à l'anticapitalisme. En réalité, la finance fait partie intégrante du capitalisme et on ne peut réguler la première sans remettre en cause les fondements de l'ensemble du système. Quant à l'intervention de l'Etat, le principe est simplement réaliste : si on peut s'en dispenser, tant mieux. Mais si elle est le seul moyen de préserver les intérêts des possédants, alors on en passera par là.

Michel Rocard parle « d'immoralité globale de la profession bancaire ». La crise qui fait l'actualité est-elle le seul fait du système bancaire ?

L'essence du capitalisme est de ne connaître d'autre morale que le profit. Seule la contrainte peut le moraliser en partie, et provisoirement. L'immoralité du système lui est donc intrinsèque et, dans sa configuration actuelle, elle s'exprime par un gel à peu près

universel des salaires. Mais comme ce surcroît de profit ne s'investit pas, cette répartition inégalitaire des revenus conduit à la libération de masses de capitaux en quête de la rentabilité maximale. La déréglementation, contre laquelle Rocard n'a évidemment rien fait quand il était Premier ministre, permet aux banques de se comporter comme de véritables escrocs. Mais cette immoralité est en quelque sorte dérivée de l'immoralité fondamentale qui est la dévalorisation continue de la force de travail. D'ailleurs, les rémunérations extravagantes des dirigeants, les dividendes déversés vers les actionnaires, l'utilisation frauduleuse des paradis fiscaux, ne sont pas l'apanage des seuls banquiers.

Y-a-t-il aujourd'hui une alternative crédible à la financiarisation de l'économie ?

La régulation de la finance est nécessaire mais elle n'est pas suffisante : les réglementations seront contournées et une autre bulle se développera à partir des masses énormes de liquidités injectées par les différents plans de sauvetage. Une véritable alternative à la financiarisation nécessite de fermer les robinets qui l'alimentent, à savoir le recul de la part des salaires et les déséquilibres de l'économie mondiale. Cela passe, dans les deux cas, par une répartition plus égalitaire des revenus qui ferait cesser la ponction opérée sur les salaires et réorienterait les économies vers la satisfaction des besoins sociaux domestiques. Pour qu'une telle alternative soit crédible, il faut expliquer que la crise est celle du capitalisme et pas seulement de la finance, et lui opposer des mesures d'urgence radicales. Par exemple un « bouclier social » affectant les dividendes à un fonds de défense de l'emploi et des salaires et une véritable nationalisation des banques sans contrepartie.

● RECUEILLIS PAR P. JACQUEMAIN

* Michel Husson est membre du conseil scientifique d'Attac, chroniqueur à *Regards*, il tient un blog : <http://hussonet.free.fr>